

# 5 mythes sur le boycott d'Israël que chaque amoureux du théâtre devrait prendre en compte

21 Juillet 2017

*Dan Fishback est un dramaturge new-yorkais et membre du Jewish Voice for Peace Artists Council. Sa comédie musicale « The Material World » a été nommée dans les 10 meilleures pièces de 2012 par Time Out New York.*

Depuis qu'un groupe de comédiens de haut rang [a demandé au Lincoln Center d'annuler les prochaines représentations d'une pièce de théâtre financée par le gouvernement israélien](#), la communauté dramaturge de la ville de New York est ébranlée par la gêne. Bien que beaucoup de professionnels du théâtre soutiennent la cause palestinienne, peu, en leur for intérieur, sont prêts à annuler une pièce, particulièrement dans un contexte actuel peu favorable à la culture, où [le président prévoit de supprimer la NEA](#) et que des soutiens de Trump interrompent Jules César.

Dans l'ère anti-culture de Trump, tous ceux qui travaillent dans le milieu de la culture souhaitent d'avantage de liberté d'expression et non moins. Alors pourquoi tant d'entre nous, de la gauche culturelle, soutiennent le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Etat d'Israël ?

En tant que dramaturge juif qui croit fortement que le BDS est le seul chemin vers une paix juste en Israël/Palestine, il est important pour moi que mes camarades artistes de théâtre comprennent ce qu'est le boycott, et ce qu'il n'est pas. Il existe tant de mythes au sujet de ce mouvement. La [couverture médiatique](#) lui est presque entièrement négative, et aujourd'hui 42 sénateurs, aussi bien Républicains que

Démocrates, soutiennent un projet de loi visant à rendre illégal le soutien au BDS.

Un bref coup d'œil sur la campagne BDS pourrait nous diaboliser et il ne vous permettrait pas d'évaluer la situation catastrophique des Palestiniens ; vous ne pourriez évaluer à quel point le BDS est nécessaire à leur liberté, ni même comment le boycott fut méticuleusement élaboré dans le but de défendre les principes fondamentaux de la liberté d'expression.

## **Mythe 1: Nous boycottons toutes les pièces israéliennes**

Nous ne boycottons pas les “pièces de théâtre israéliennes” en général, mais plutôt les pièces financées par l'état israélien, ou produites par des institutions qui soutiennent activement l'occupation. A titre d'exemple, au prochain festival du Lincoln Center, nous n'appelons pas à boycotter une pièce, qui pourtant est israélienne : nos détracteurs se gardent bien de le mentionner

Par exemple, les compagnies de théâtre que nous boycottons (Ha'bima et Cameri) acceptent toutes les deux des financements de l'état israélien et se produisent régulièrement dans les colonies illégales des territoires palestiniens occupés, qu'Israël continue de maintenir et de répandre en violation du droit international.

Ce n'est donc pas la nationalité des artistes qui nous importe, mais bien leur complicité dans une structure politique oppressive.

En pourtant, des voix pro-israéliennes comme Jonathan Greenblatt de la Ligue Anti-Diffamation [attaque le boycott](#), en disant :

“Lorsque vous rejetez une œuvre d'art en vous basant sur sa

seule origine nationale et lorsque vous essayer d'empêcher les autres de la voir et d'en tirer leurs propres conclusions, ce n'est pas une position politique. C'est un préjugé, pure et simple."

Bien sûr nous ne boycottons pas une pièce "en nous basant uniquement sur ses origines nationales". Mais, comme souvent, nos critiques ne prennent pas la peine d'écouter notre point de vue, ou même de lire les grands principes du boycott. Il est plus facile pour eux de diffuser des mensonges et, ironiquement, de "diffamer" leurs opposants.

## **Mythe 2: Boycoter une pièce c'est toujours de la censure**

En vérité, tout comme l'appel au BDS exclu de boycotter sur la base de la nationalité, il [exclu tout aussi explicitement](#) toute censure basée sur le contenu de l'œuvre. Nous nous focalisons uniquement sur les relations de l'artiste à l'état d'Israël.

Une des principales raisons pour lesquelles nous nous focalisons autant sur les financements de l'état pour les voyages est que, pour accepter ces financements, les artistes doivent officiellement accepter de devenir des instruments de propagande. Le [contrat dit](#) :

"[L'artiste] est conscient que le but de faire appel à ses services est de promouvoir les intérêts politiques de l'état d'Israël via la culture et l'art, tout en contribuant à créer une image positive d'Israël."

En fait, la raison explicite de ce financement est d'utiliser la culture afin de distraire le monde des brutalités de l'occupation. Et ceci n'est pas une théorie du complot, Israël l'admet. Ils ont créé le bureau de la "Brand Israel" en 2005 avec cet objectif. Un élu [a même déclaré](#) : "nous voyons la

culture comme un outil de hasbara [“propagande” en hébreu] de premier choix, et je ne fais pas de différence entre hasbara et culture.”

Dans ce contexte, ce n'est pas que BDS “censure” l'œuvre, c'est que BDS résiste à une campagne de propagande élaborée dans le but d'influencer la politique internationale.

Les militants anti-boycott disent souvent que cette approche n'a pas de sens aux vues des nombreux artistes israéliens en tournée qui sont critiques du gouvernement israélien. Mais je réponds à ça que cet art “critique” n'est pas une partie négligeable de la campagne de propagande de la Brand Israel, il en est en fait le centre. Israël désire activement que les citoyens étatsuniens imaginent qu'Israël est un endroit où les idées sont exprimées librement, et non, en fait, un endroit où soutenir le BDS est un délit et où la culture palestinienne est activement effacée.

## **Mythe 3: le boycott culturel porte atteinte à l'échange libre d'idées, nécessaire pour changer les choses**

Honnêtement, l'appel pour le BDS n'arrête pas les artistes israéliens de voyager aux Etats-Unis – il leur demande seulement de rejeter les financements d'état, par principe. Si quelqu'un empêche vraiment l'échange libre d'idées, c'est l'état d'Israël, qui cherche systématiquement à détruire la culture palestinienne basée sur l'identité des artistes et le contenu de leurs œuvres.

Il y a des exemples évidents, comme l'arrêt des subventions et l'intimidation des théâtres palestiniens à l'intérieur d'Israël. Mais il y a aussi les injustices plus circonstancielles, comme les différentes manières qu'Israël a de limiter les déplacements des Palestiniens, d'entraver leur

accès à l'éducation et de supprimer l'histoire culturelle palestinienne du territoire.

Donc quand Israël envoie des danseurs, acteurs ou réalisateurs israéliens autour du monde, se vendant comme le lieu de la diversité des voix artistiques, ils cachent la réalité : Israël est un lieu d'anéantissement culturel, où les Palestiniens doivent se battre, non seulement pour l'autonomie politique et la justice économique, mais pour leur langue, leur histoire et leur voix culturelle.

L'appel au BDS a pour objectif, à long terme, de libérer ces voix, afin d'avoir plus de culture, et non moins.

## **Mythe 4: le boycott est antisémite car il ostracise Israël**

Nombre de détracteurs du BDS disent : "Il se peut qu'Israël fasse des choses horribles, mais d'autres pays sont encore pires ! Pourquoi ne pas les boycotter?" Avec cette logique, il est vrai qu'il semble antisémite que, de tous les pays du monde, nous nous concentrons uniquement sur l'état juif.

La réalité est que, contrairement à ces autres pays, Israël est un endroit où une population opprimée a spécifiquement demandé le boycott à la communauté internationale, comme forme de solidarité. Lorsqu'une population opprimée appelle à des formes d'aides spécifiques, nous avons la responsabilité de prendre au sérieux ses demandes.

Outre le contexte spécifique de l'appel palestinien au boycott, il existe nombre de raisons pour lesquelles un étatsunien devrait concentrer ses énergies politiques sur Israël/Palestine, entre autres :

- Un supporter du BDS pourrait être Palestinien, ou avoir de la famille ou des amis palestiniens. Cela pourrait être très personnel.

- Un supporter du BDS pourrait être juif et en avoir assez qu'Israël utilise son identité à des fins politiques oppressives.
- Un supporter d'Israël pourrait savoir comment le gouvernement donne des milliards de dollars U.S à Israël chaque année, et se sentir personnellement responsable de l'occupation que tous les contribuables étatsuniens, en vérité, financent. En d'autres termes, nous sommes déjà tous impliqués.

## **Mythe 5: BDS n'est pas la manière la plus efficace de protester contre les crimes d'Israël**

Un argument que les sionistes libéraux donnent souvent contre le BDS est qu'eux aussi sont contre l'occupation par Israël de la Cisjordanie et la Bande de Gaza, mais que le boycott n'est pas une forme de résistance efficace contre cette injustice. "Cela met les gens trop mal à l'aise," disent-ils, "et la cible est trop large." Ils pensent que les militants BDS ont l'air de brutes quand nos campagnes impactent même les "bons" Israéliens qui ne sont pas activement impliqués dans l'oppression des Palestiniens.

Pour répondre à cette accusation, je dois faire un immense pas en arrière. Quand j'étais enfant, les sionistes libéraux autour de moi me disaient, encore et encore, que si les Palestiniens ne pratiquaient que la non-violence, ils auraient un état viable. Maintenant nous y sommes, plus d'une décennie du mouvement non violent le plus large pour les droits humains palestiniens depuis que [750 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux en 1948](#), et qu'est-ce qu'on entend ? On entend que le BDS, lui aussi, est la mauvaise tactique. On entend qu'il faut quelque chose d'encore plus doux.

A cela, je répondrai simplement : il n'y a pas de temps, et la

situation est trop désespérée : Israël n'a pas de volonté politique de démanteler l'occupation ; les Etats-Unis continuent d'envoyer des milliards de dollars pour soutenir le siège de Gaza ; même les politiciens étatsuniens de gauche font la courbette au lobby israélien ; et même des sionistes libéraux comme Bernie Sanders sont appelés "antisémites" pour avoir affirmé tièdement l'humanité des Palestiniens.

Nous ne pouvons plus attendre que nos politiques poussent Israël à respecter les droits humains des Palestiniens. Nous ne pouvons plus dire : "Non, CECI n'est pas la bonne manière de se battre" chaque fois que les Palestiniens tentent d'obtenir justice. Au bout d'un moment, il faut prendre position pour la dignité humaine, même si cela nous rend mal à l'aise, et même si ce n'est pas comme ça que nous ferions "normalement" les choses. Car aussi longtemps que l'oppression des Palestiniens correspond à notre signification du mot "normal", nous permettrons que cela continue.

source: <http://forward.com/scribe/377463/5-myths-about-israel-boycotts-that-every-theater-lover-should-consider/>

Traduction: Lauriane G. pour BDS France

---

**L'Église mennonite des États-Unis vote massivement pour un filtre des investissements liés à l'occupation**

# israélienne

Le Réseau mennonite Palestine-Israël ([Menno-PIN](#)) salue l'adoption réussie de la résolution "[À la recherche de la paix en Israël et en Palestine](#)", par l'Église mennonite des États-Unis, lors de sa convention biennale à Orlando (Floride) aujourd'hui. La résolution a été massivement approuvée, avec le soutien d'approximativement 98% des 548 votants.

La résolution déclare que l'Église s'oppose au joug militaire israélien d'un demi-siècle sur les Palestiniens dans les territoires occupés et s'engage à « retirer ses investissements des compagnies qui profitent de l'occupation ». La résolution recommande aussi aux membres de l'Église d'éviter l'achat de biens associés à l'occupation ou produits dans des colonies israéliennes bâties sur les terres palestiniennes occupées, en violation du droit international et de la politique officielle des États-Unis depuis longtemps, et de promouvoir l'arrêt de l'aide militaire américaine et de la vente des armes au Moyen-Orient.

L'Église mennonite des États-Unis rejoint l'Église presbytérienne (USA), l'Église méthodiste unifiée, l'Église unifiée du Christ, les Quakers, les Universalistes unitariens, l'Église luthérienne évangélique d'Amérique, et d'autres, qui ont pris des mesures économiques pour défendre les droits humains palestiniens.

"Cette résolution est une réponse, attendue depuis longtemps, à l'Appel palestinien chrétien à l'Église", a déclaré Joy Lapp, professeur de religion à Iowa Wesleyan University et l'un des fondateurs de Menno-PIN. "Aujourd'hui nous exprimons notre solidarité avec leurs efforts courageux, non-violents, pour la justice et l'égalité ».

La résolution cible les manières dont les Mennonites ont causé des préjudices tant aux Palestiniens qu'aux Juifs et indique des étapes concrètes pour réparer ces torts. Elle aborde la



réalité persistante de l'anti-sémitisme dans le monde et analyse dans quelle mesure les Mennonites américains sont complices des souffrances juives historiquement, actuellement et théologiquement. Les membres de l'Église sont invités à construire des relations avec les communautés de Palestiniens américains, de Musulmans et de Juifs aux États-Unis.

Menno-PIN est impatient de travailler avec le personnel de l'Église et ses membres pour implémenter fermement cette résolution dans les années à venir.

Le Réseau mennonite Palestine-Israël est un réseau de base de Mennonites travaillant pour la paix et la justice en Palestine-Israël.

Media Contact: Rev. Tom Harder;  
316-617-9755; tlharder1@gmail.com

Traduit de l'anglais, version originale :  
<https://www.fosna.org/mennonite-win-release?platform=hootsuite>

---

## **PETITION : Contre la coopération de l'UE avec Elbit dans le cadre du projet « FlySec »**

Etant donné les complicités de la société d'armement israélienne Elbit Systems dans la violation des droits humains, ainsi que dans le non-respect du droit international,

nous demandons :

- à la Commission européenne d'exclure Elbit Systems et toutes les autres entreprises militaires israéliennes de tous les programmes européens.
- à l'Université du Luxembourg, à la société de l'aéroport du Luxembourg ainsi qu'à l'ensemble des autres partenaires d'annuler leur participation au projet européen Flysec qui bénéficie du savoir-faire acquis par Elbit Systems au détriment des Palestiniens



## [Signer la pétition](#)

Elbit a profité jusqu'à présent d'une contribution de l'UE à hauteur de 403 750 € pour sa participation dans le projet FLYSEC, lequel projet, sur le plan technique, intègre les nouvelles technologies en matière de vidéo-surveillance, de traitement intelligent à distance de l'image et de biométrie, combinées avec de magistrales analyses des données, avec l'open-source intelligence (renseignement à l'origine de source ouverte) et le crowdsourcing (externalisation ouverte) (5). Une telle technologie à double usage est grandement utilisée dans les applications militaires, tels que les systèmes de sécurité et de surveillance.

---

[Plus d'informations sur le projet de financement par l'UE des sociétés et institutions militaires israéliennes via Horizon 2020](#)

---

# Des musiciens israéliens à Thom Yorke : Annuler le concert de Radiohead abîmera la façade « comme si de rien n'était » d'Israël

[La rédaction de Mondoweiss](#), le 29 juin 2017

Cher Thom Yorke,

Nous sommes des musiciens israéliens qui vous écrivons au sujet de votre concert programmé en Israël pour le 19 juillet. Ce que nous avons compris, c'est que l'appel public vous exhortant à respecter la ligne de piquetage palestinienne et à annuler ce concert n'a été publié qu'après qu'un appel privé soit resté sans réponse. De la même façon, nous ne diffuserons une lettre publique que si nous n'arrivons pas à engager le contact avec vous en privé.

Nous aimerions répondre directement à un commentaire que vous avez fait dans Rolling Stone. Faisant allusion à Roger Waters, Desmond Tutu et aux nombreux autres artistes et personnalités publiques qui vous ont exhorté à respecter l'appel au boycott culturel, vous avez dit que vous « ne compreniez simplement pas pourquoi donner un concert de rock ou une conférence à l'université [leur pose problème] ».

Nous avons un grand respect pour Roger Waters et Desmond Tutu, mais leurs problèmes ne sont pas le sujet, comme ils seraient certainement les premiers à le reconnaître. Waters, Tutu et les autres se sont adressés à vous pour répondre à une demande de solidarité faite par les Palestiniens. L'appel au boycott culturel pour mettre fin aux graves violations des droits de

l'Homme par Israël bénéficie d'un très large soutien des Palestiniens. Pour eux, il est clair que divertir leurs oppresseurs à ce moment là témoigne d'une indifférence à leurs souffrances et contribue à les perpétuer.

Tout artiste international qui se produit en Israël devient un outil de propagande pour le gouvernement israélien. Les représentations internationales en Israël servent le gouvernement dans son programme de blanchiment de ses crimes de guerre contre les Palestiniens en créant une atmosphère 'comme si de rien n'était' dans laquelle le statu quo, réalité de la colonisation et de l'occupation militaire pour les Palestiniens, est normalisé. Maintenir cette atmosphère dépend fortement de la création d'une façade présentant Israël comme un Etat dynamique, avancé, progressiste, doté d'une scène culturelle riche et diversifiée.

En 2003, le ministère israélien des Affaires étrangères a décidé de s'investir dans une stratégie de relations publiques pour « donner une nouvelle image d'Israël », détournant l'attention loin des crimes de guerre d'Israël en mettant en avant les réussites culturelles et scientifiques d'Israël. Il va sans dire que le gouvernement, qui vient juste de célébrer ses 50 ans de gestion militaire brutale de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza palestiniennes occupées, ne devrait pas être soutenu, même non intentionnellement. On ne devrait pas donner au gouvernement, qui a légiféré pour interdire même la commémoration du déplacement de la majorité de la population indigène palestinienne en 1948, la possibilité de déclarer que des artistes et des musiciens défendent sa politique.

On ne peut empêcher l'effet d'une représentation en Israël, même avec les meilleurs intentions. Quelque déclaration que vous souhaitiez pouvoir faire sur scène serait éclipsée par le fait que vous aurez outrepassé la ligne établie par la très grande majorité des organisations de la société civile palestinienne. Par contre, si vous décidiez de ne pas jouer, cela enverrait un message fort au gouvernement israélien comme

quoi leur politique raciste et les graves violations des « droits fondamentaux des Palestiniens ne seront pas normalisées ». Cela enverrait aussi un message au peuple palestinien disant que vous les soutenez de façon très concrète dans leur lutte.

Israël est de plus en plus connu pour être l'endroit avec lequel les artistes avant-gardistes qui se soucient d'égalité et de liberté veulent peu avoir à faire. Nous sommes convaincus que cette réalité contribuera à pousser le gouvernement israélien à changer sa politique injuste et aidera à convaincre les entreprises de se désinvestir d'Israël, exactement comme elles l'ont fait dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. Annuler votre concert abîmera la façade « comme si de rien n'était » que les représentations internationales en Israël perpétuent.

Nous vous prions de revenir sur cette violation de l'appel des Palestiniens au boycott. Nous restons prêts à parler avec vous de toute question ou inquiétude que vous pouvez avoir et restons à votre disposition pour échanger avec vous.

Sincèrement,

Ohal Grietzer

Michal Sapir (Afor Gashum)

Alma Ben Yossef (Lif'Oof)

Aviad Albert (finkelbert)

Yoav Barak

Ben Romen

Yonathan Eldan (You're Next Records)

Yonathan Shapira

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

# La plus grosse société de transport public israélienne perd un contrat de 190 millions d'euros avec les Pays-Bas, suite à la campagne BDS locale

Le mois dernier, **Egged Bus Systems (EBS)**, une filiale d'**Egged Israel Transport Cooperative Society**, le plus gros opérateur de transport public d'**Israël**, a loupé une proposition de contrat de gestion de dix ans portant sur les transports publics de la province de **Hollande-Septentrionale**, aux **Pays-Bas**. Ce contrat était estimé à 19,1 millions d'euros par an, pour une valeur totale de 190,1 millions d'euros.

**Egged Bus Systems** a perdu cette offre après que des activistes **BDS** hollandais eurent lancé une campagne accusant sa société mère israélienne de favoriser de graves violations des droits humains palestiniens et des lois humanitaires internationales.

Spécifiquement, **Egged Cooperative** met en service des bus exclusivement réservés aux **Juifs** et reliant la quasi-totalité des colonies illégales d'**Israël**, construites sur des terres palestiniennes volées en **Cisjordanie** militairement occupée, y compris des avant-postes éloignés et **Jérusalem-Est**.

Les bus d'**Egged** empruntant les itinéraires de bus entre les colonies israéliennes sont interdits aux **Palestiniens**. Ces véhicules sillonnent un vaste réseau de routes construites de façon à relier sans interruption les colonies illégales

situées de part et d'autre du mur illégal de séparation israélien et les villes se trouvant dans l'Israël d'aujourd'hui.

Par conséquent, la société soutient, en même temps qu'elle en tire profit, un système de bus à ségrégation raciste qui facilite activement le maintien et l'expansion des colonies illégales d'Israël, qui sont elles-mêmes considérées comme crimes de guerre par les lois internationales.

**Sonja Zimmermann**, du **Centre de services et de recherche sur la Palestine (DocP)**, une coalition de militants BDS hollandais pour les droits palestiniens, a déclaré :

*Nous sommes très heureux de ce résultat, puisque notre gouvernement régional a rejeté l'offre d'Egged portant sur la gestion du système de transport public de la Hollande-Septentrionale.*

*Les gens peuvent désormais monter dans un bus sans contribuer à financer les bus de l'apartheid israélien qui pratiquent des discriminations à l'égard des Palestiniens, et sans contribuer à la normalisation des allers et retours entre Tel-Aviv et les colonies illégales réservées aux juifs et construites sur des terres palestiniennes volées.*

*Il n'y a rien de normal dans l'oppression subie quotidiennement par les Palestiniens et je me sens confortée de voir que nos campagnes BDS aux Pays-Bas bénéficient d'un soutien populaire croissant et qu'elles affichent des résultats.*

**Riya Hassan**, représentante du **BNC (Comité national palestinien pour les BDS)** auprès des campagnes européennes, a déclaré de son côté :

*Félicitations à tous les activistes, organisations et collectifs aux Pays-Bas qui ont surenchéri avec succès sur leurs premières campagnes BDS afin d'exclure une société de transport israélienne qui tire profit de la ségrégation*

*appliquée dans les services de bus, routes et colonies israéliennes illégalement construites sur des terres palestiniennes volées.*

*Vous avez contribué à faire en sorte que le conseil régional de la Hollande-Septentrionale s'en tienne à ses obligations à l'égard des lois internationales en n'aidant ni encourageant les graves violations des droits palestiniens par Israël.*

*Egged Cooperative a également été accusée d'exposer ses conducteurs palestiniens au danger et de ne pas les protéger suffisamment des violences des extrémistes israéliens. En 2014, une centaine de chauffeurs de bus palestiniens d'Egged avaient démissionné, craignant des agressions de la part des colons israéliens et après qu'un chauffeur palestinien de la ligne de Jérusalem, Yusuf Hassan al-Ramouni avait été retrouvé mort, pendu, dans un bus d'Egged.*

**Egged Bus Systems** était l'une des quatre sociétés ayant soumissionné en vue de ce très lucratif contrat de transport public aux **Pays-Bas**. La société qui a finalement décroché le contrat, **Connexion**, une société hollandaise, fournira des bus et gèrera le transport public en **Hollande-Septentrionale** à partir de juillet 2018 et ce, durant les dix années à venir.

**Connexion** est elle-même une filiale de **Veolia**, un géant français qui a été complice de l'occupation israélienne jusqu'au moment où une vaste campagne **BDS** lui a coûté des soumissions dans le monde entier, pour une valeur estimée à plus de 20 milliards de dollars, ce qui l'a contrainte à abandonner le marché israélien. **Veolia** et **Connexion** ont mis un terme à leur complicité dans les violations israéliennes des droits humains palestiniens, mais doivent toujours payer des dommages et intérêts aux communautés palestiniennes qu'elles ont lésées et les participants à la campagne exigent aujourd'hui encore qu'elles s'exécutent.



---

Publié 21 juin 2017 sur [BDS Movement](#)

Traduction : [Pouirlapalestine.be](#) Jean-Marie Flémal

Le Comité national palestinien pour les BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement BDS mondial.

---

## **Action BDS au salon de l'aéronautique et de l'espace Le Samedi 24 juin 2017**

Une vingtaine de militant-e-s de la campagne BDS France (Boycott/Désinvestissement/Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international), accompagnés de militant-e-s du collectif « Les Désobeissants » ont lors d'une action non-violente perturbé le stand de l'entreprise israélienne Elbit Systems, principal fournisseur de drones tueurs à l'armée israélienne (notamment lors du dernier massacre dans la bande de Gaza en 2014) au 52<sup>e</sup> salon de l'aéronautique et de l'espace ce samedi 24 juin 2017.

PHOTOS : <https://goo.gl/photos/Pj8JXp94h1CCbdkk7>

VIDEO: <https://www.youtube.com/watch?v=MSrb-bBgCTA>

Cette action de solidarité avec le peuple palestinien a été encouragée et suivie avec sympathie par les nombreuses personnes présentes sur les lieux.

« Embargo militaire contre Israël ! » [#SalonDuBourget](#) [#PAS17](#)  
[#EmbargoContreIsraël](#) [pic.twitter.com/1Mo0SxLFnu](http://pic.twitter.com/1Mo0SxLFnu)

– BDS France (@Campagnebds) [June 24, 2017](#)

La campagne BDS appelle à un embargo militaire immédiat et des sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il applique le droit international.

Pour la campagne BDS France, les sociétés d'armements israéliennes présentes à ce salon (Elbit Systems, Raphaël...) sont coupables de crimes de guerre, et doivent être jugées et condamnées par la Cour pénale internationale.

Annick Coupé d'ATTAC a déclaré lors de l'action:

*En France, la société civile se mobilise en réponse à l'appel de la société civile palestinienne. L'association ATTAC est un mouvement attaché à la solidarité, à la justice et au droit international : à ce titre l'association a pris position en faveur de la Campagne BDS en soutien aux droits fondamentaux du peuple palestinien. C'est le sens de notre présence dans cette action.*

Verveine Angeli, du syndicat Solidaires a ajouté :

*« Nous sommes là en tant que syndicalistes solidaires des travailleurs et travailleuses et de la population en Palestine qui ne peuvent pas vivre et travailler sous la contrainte de l'occupation israélienne. »*

Jean Guy Greilsamer, de l'Union Juive Française pour la Paix :

*« Le peuple palestinien a lancé le mouvement BDS pour mettre fin à la politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique pratiquée par Israël au nom des Juifs du monde entier. De plus en plus de Juifs participent à la Campagne*

*BDS, qui continuera jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. »*

Ci-dessous, la déclaration lue par deux militantes de la Campagne BDS France lors de l'action au salon de l'aéronautique et le tract distribué lors de celle-ci.

EMBARGO MILITAIRE CONTRE ISRAËL !

GAZA, GAZA, ON N'OUBLIE PAS !

ISRAËL APARTHEID: BOYCOTT !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

STOP ARMING ISRAEL !

Campagne BDS France – [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) –  
[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

Vidéo de l'action :

**Intervention de deux militantes de la Campagne BDS France à Paris lue pendant l'action le 24 juin 2017 au salon du Bourget**

Nous sommes des militant-e-s de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet état respecte le droit international.)

Nous sommes ici samedi 24 juin au salon international de l'aéronautique du Bourget pour dénoncer la présence des principales entreprises militaires israéliennes.

L'une d'entre elle, ELBIT Systems – que vous voyez ici – produit et a utilisé du phosphore blanc contre la population civile de Gaza, ce qui constitue un crime de guerre.

Lors de la dernière attaque israélienne à Gaza en 2014, l'armée israélienne a assassiné plus de 2250 Palestiniens, dont plus de 550 enfants selon l'Unicef.

La présence de ces entreprises militaires israéliennes est une grave insulte à la mémoire de milliers de victimes innocentes à Gaza.

Elbit Systems vend la MORT ! En effet, ce que vous devez savoir aujourd'hui c'est que le principal argument marketing utilisé par ELBIT Systems pour vendre ses armes et ses équipements militaires est de les avoir « testés » sur le terrain.

Nous savons ce que signifie « testé sur le terrain » cela signifie que les Palestiniennes et les Palestiniens servent aussi de cobayes.

Elbit Systems est l'un des plus grands profiteurs de l'occupation et de la colonisation israéliennes.

85% des drones israéliens sont fabriqués par Elbit Systems. Ces drones sont de véritables engins de mort et de surveillance de toute une population à Gaza et en Cisjordanie occupée.

ELBIT Systems fournit également l'électronique du mur de l'apartheid qui s'étend sur des centaines de kilomètres en Cisjordanie occupée. Ce mur sépare les Palestiniens de leur proches, les agriculteurs de leurs champs, au profit de colonies illégales israéliennes.

Au delà d'ELBIT Systems, nous appelons à un embargo militaire contre Israël. Nous demandons à notre gouvernement d'arrêter de vendre et d'acheter des armes à Israël.

Nous dénonçons également toute coopération militaire conjointe avec l'armée israélienne, comme celle de novembre 2016 ou des F15 de l'armée israélienne ont survolé le ciel de Corse.

Parce que la vie des Palestiniens compte, nous continuerons à nous mobiliser pour répondre à l'appel lancé par le Comité Palestinien pour le Boycott Militaire contre Israël, et nous

sommes déterminés à intensifier cette campagne BDS pour la justice.

---

# Un 'Code de Déontologie' israélien pour étouffer officiellement la Liberté Académique – les Palestiniens exhortent à intensifier le BDS

16 juin 2017 / par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI)

*Le ministère israélien de l'Education a proposé à l'université un « code de déontologie » qui institutionnaliserait une politique qui existe non officiellement pour étouffer la liberté académique.*

Le ministre israélien d'extrême droite, pro-colons, de l'Education Naftali Bennett défend un nouveau « [code de déontologie](#) » qui interdirait aux professeurs d'université israéliens d'exprimer leurs « opinions politiques ».

Ce nouveau code interdirait aussi aux professeurs d'appeler ou de participer à un boycott académique d'Israël, ou même aux collèges ou départements universitaires de ses colonies de collaborer à des « organisations politiques ». On exigerait des institutions universitaires qu'elles organisent des comités dont le travail consisterait à surveiller l'activité

politique des professeurs, à donner suite à des plaintes des étudiants et à prendre des mesures disciplinaires contre les transgresseurs.

L'ensemble des règles proposées, qui vont être soumises à l'approbation du Conseil de l'Enseignement Supérieur présidé par Bennett, ont été formulées par Asa Kasher, professeur à l'université de Tel Aviv et auteur du « code de déontologie » pour l'armée israélienne [depuis le milieu des années 1990](#).

Kasher est [bien connue](#) pour fournir des arguments « éthiques » pour justifier les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël à Gaza.

Commentant la conduite de l'armée israélienne pendant le massacre de Gaza en 2014, qui a tué plus de 2.200 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, [Kasher a dit](#) : « Le chiffre des pertes n'est pas pertinent – il ne parle ni de négligences ni d'aucun acte répréhensible. »

Les nouvelles règles font partie de l'attaque dangereuse et incessante d'Israël contre la liberté académique. Si on les rend effectives, le code de conduite deviendra un nouvel élément de la complicité des institutions universitaires israéliennes dans le programme politique de l'État, qui cible d'abord et avant tout les universitaires et les étudiants palestiniens.

Les citoyens palestiniens d'Israël sont depuis longtemps confrontés aux restrictions de leur [activité politique](#), sur les [campus universitaires](#) et au dehors. Les étudiants et les universitaires palestiniens sont également l'objet d'une [discrimination généralisée](#) dans les institutions israéliennes d'enseignement supérieur et il existe d'importantes divergences de financement entre les écoles palestiniennes et juives d'Israël.

Dans le territoire palestinien occupé, les restrictions israéliennes sur les déplacements, des checkpoints au système

kafkaïen des permis de circuler, rendent les [déplacements](#) à l'intérieur et entre la Cisjordanie, dont Jérusalem Est, et Gaza, aussi bien qu'à l'étranger, une perspective difficile sinon impossible. Les personnes invitées dans les universités palestiniennes, dont et même spécialement les réfugiés palestiniens, sont à la merci d'Israël pour entrer.

Les [raids militaires israéliens, les tirs à balle réelle et de gaz lacrymogènes](#) ne sont pas rares sur les campus palestiniens.

Pendant l'attaque militaire de 2014 sur Gaza, [Israël a ciblé au moins 153 écoles palestiniennes](#), dont 90 gérées par les Nations Unies, ainsi que la plus grande université de Gaza.

A l'étranger, les universitaires et étudiants palestiniens, ainsi que leurs soutiens, sont activement [visés et réprimés](#) par des lobbies influents et l'administration des universités exposées à leur intimidation et leur harcèlement.

Alors que certains dirigeants d'universités israéliennes ont émis des [signes de critiques](#) du code de conduite proposé, ils étaient eux mêmes connus pour avoir mis en place de façon informelle une politique similaire. Les institutions qu'ils dirigent ont non seulement gardé le silence face à l'étendue du déni des droits fondamentaux des Palestiniens, dont la liberté académique, mais, à de nombreuses reprises, ils ont [directement soutenu ou justifié](#) la [répression](#) incessante de l'éducation palestinienne et ont mené des actions pour réduire au silence les universitaires et les étudiants qui critiquent la politique de l'État palestinien.

Le nouveau « code de déontologie » proposé par le gouvernement israélien institutionnalise ce qui est souvent et déjà une politique non officielle. Ceux qui souhaitent sincèrement défendre la liberté académique pour tous devraient soutenir le boycott des institutions universitaires israéliennes jusqu'à ce qu'elles reconnaissent la totalité des droits du peuple

palestinien, tels que consacrés dans le droit international, et mettent fin à toute forme de complicité avec les violations de ces droits par Israël.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

## **Plus de 170 clubs sportifs de la Cisjordanie occupée demandent à la FIFA de suspendre l'adhésion d'Israël**

*Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)*

*4 mai 2017, Ramallah, Cisjordanie occupée*

Dans une lettre publiée aujourd'hui, plus de 170 clubs de football et associations sportives palestiniens demandent instamment à la FIFA de suspendre immédiatement l'adhésion de l'Association israélienne de Football (IFA) en raison de son inclusion de sept clubs de football basés dans les colonies illégales.

La lettre intervient quelques jours avant le Congrès annuel de la FIFA où celle-ci prévoit de prendre une décision concernant les clubs d'Israël basés dans les colonies, qui contreviennent au droit international et aux propres statuts de la FIFA.

Les clubs sportifs demandent à la FIFA de « *respecter les droits de l'homme et de se conformer aux statuts de la FIFA sans aucune discrimination lors de son prochain Congrès, le 11 mai* » en suspendant immédiatement l'adhésion de l'IFA pour son inclusion de clubs sportifs basés dans les colonies illégales du Territoire palestinien occupé. La lettre avertit que « *les droits du football palestinien, la réputation de la FIFA en tant que champion des droits de l'homme* » dépendent de la décision de la FIFA à cet égard.



Des clubs sportifs de l'ensemble de la Cisjordanie occupée ont ajouté leur nom à la lettre, notamment le Hilal Al Quds Club, le Beit Sahour Women's Club, l'Hebron Youth Club, l'Orthodox Club à Bethléhem, le Bi'lin Club et le Dheishéh Youth Athletic Club.

Les clubs palestiniens rappellent le « *rôle historique qui fut celui de la FIFA dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud quand elle a expulsé l'Association sud-africaine de football lors de son Congrès de 1976* ». Ils demandent instamment à la FIFA de se saisir à nouveau de cette « *occasion historique* » pour montrer un engagement sérieux en faveur des droits des êtres humains.

La lettre exprime des inquiétudes après des articles selon lesquels la FIFA donnerait six mois à l'IFA pour exclure ses équipes basées dans les colonies, voyant en cela une poursuite de l'attribution de la FIFA. « *Deux années de tentatives par le Comité de suivi Israël-Palestine de la FIFA pour remédier à ce problème devraient suffire pour prouver que le statu quo ne peut se prolonger* » affirme la lettre.

La lettre fait suite à un appel international de plus de 120 organisations de la société civile représentant des millions de personnes de partout dans le monde, demandant à la FIFA de prendre la décision d'exclure les équipes d'Israël basées dans les colonies illégales à son Congrès.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été créée en 2004 pour contribuer au combat pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes en raison de leur engagement et de leur complicité persistante dans le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que définis par la législation internationale. Venez sur notre site : <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter @PACBI

<https://bdsmovement.net/news/over-170-sports-clubs-occupied-west-bank-call-fifa-suspend-israel%E2%80%99s-membership>

Traduction : JPP pour BDS France

---

# La Palestine présente à la manifestation du 1er Mai à Marseille

Manif du 1er mai: la Palestine était là !

Nous avons distribué 1500 tracts en soutien aux prisonniers palestiniens en grève de la faim depuis 15 jours. Beaucoup de sympathie de tous les manifestants. Notre banderole et nos drapeaux ont été photographiés de nombreuses fois...

Puissent les prisonniers du fond de leur cellule entendre l'écho de cette solidarité marseillaise.



---

## De citoyens israéliens à Sciences Po Rennes – SVP annulez l'accord de coopération avec l'université de Tel Aviv



Nous sommes des citoyens israéliens qui militons contre le gouvernement israélien et contre l'intégralité de la politique de l'establishment israélien de racisme, d'occupation et d'apartheid. La plupart d'entre nous sont des étudiants ou d'anciens étudiants des universités israéliennes. Nous en

sommes venus à reconnaître le rôle central que les universités israéliennes, et tout autant l'Université de Tel Aviv (TAU), jouent dans les méfaits mentionnés ci-dessus.

Nous soutenons [l'appel de la société civile palestinienne au boycott, désinvestissement et sanctions \(BDS\)](#) contre les institutions israéliennes d'apartheid et d'occupation jusqu'à ce que les violations des droits de l'Homme contre le peuple palestinien prennent fin. Dans l'esprit du combat universaliste pour les droits de l'Homme, nous aimerions demander à Sciences Po Rennes d'annuler son accord de coopération avec TAU.

L'académie israélienne a été complice de plusieurs manières des crimes israéliens d'apartheid et d'occupation, entre autres dans la recherche et le développement militaires et la planification stratégique de l'armée. Par exemple, le Technion israélien (à Haïfa) a été impliqué dans [les projets de drones militaires avec Elbit](#) ; [l'Université de Tel Aviv est affiliée à l'Institut d'Etudes pour la Sécurité Nationale \(INSS\)](#) qui fournit des analyses et des recommandations stratégiques aux preneurs de décisions israéliens. Par exemple, l'ancien des Forces de Défense Israéliennes (FDI), le colonel Gabriel Siboni de l'INSS a été impliqué dans la préparation du fameux document sur la Doctrine Dahiya, qui plaidait pour la [destruction gratuite de la totalité des zones résidentielles](#) par l'armée israélienne en guerre. Cette doctrine a été appliquée dans [plusieurs attaques brutales israéliennes](#), au Liban et à Gaza, qui ont causé la mort d'un très grand nombre de civils.

Par ailleurs, TAU est située sur les ruines d'un ancien village palestinien, Sheikh Muaniss, qui a été vidé de sa population à l'occasion du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, connu sous le nom de Nakba. La Nakba a été une campagne violente systématique menée par le nouvel Etat d'Israël et qui s'est traduite en massacres, expulsions, vol de terres, démolitions et pillages et crimes contre la

propriété. Un bâtiment, resté intact, connu sous le nom de « Green House », sert maintenant à la TAU de club pour les membres de la faculté. [TAU n'a jamais reconnu son atteinte au droit qui consistait à installer une université sur les ruines d'un village vidé de sa population](#). En outre, TAU, ainsi que d'autres universités, a fourni un [soutien matériel et politique](#) aux attaques israéliennes contre la population sans défense de la bande de Gaza assiégée pendant l'été 2014.

Nous aimerions faire remarquer que, en accord avec l'appel de la société civile palestinienne à un boycott académique institutionnel des universités israéliennes, nous plaidons tous pour un boycott doux et modéré, plutôt qu'un boycott des personnes. Par exemple, les membres israéliens de l'académie sont libres de publier des articles et de prendre part à des conférences à l'étranger en tant qu'individus. Nous demandons simplement aux universités françaises de ne pas accorder de légitimité institutionnelle aux méfaits dans lesquels la TAU est complice.

Nous vous demandons donc de vous abstenir de tout lien institutionnel avec TAU et d'entendre l'appel de vos étudiants à annuler votre accord avec l'université de Tel Aviv.

Sincèrement

**Boycott ! Soutenir l'Appel de l'Intérieur du BDS palestinien (aka Boycott from within)**

[BOYCOTT ! from within | Traduction J.Ch. pour l'AURDIP](#)

---

# **1er mai : les syndicats palestiniens appellent à l'intensification du BDS**

28 avril 2017.

Ce 1er mai, nous, syndicats palestiniens, sommes fiers de nous tenir près du mouvement syndical international car nous résistons collectivement aux attaques contre nos conditions de travail, les services publics et les pertes d'emplois. Nous prêtons notre voix aux rassemblements de masse qui ont lieu partout, unissant les syndicats, les immigrants et les réfugiés, les mouvements sociaux et écologiques qui se battent pour un meilleur avenir et pour une vie digne.

Nous rappelons aussi au monde que les travailleurs palestiniens continuent de subir et de résister quotidiennement au régime israélien d'occupation, de colonisation de peuplement et d'apartheid, y compris par la résistance au honteux système carcéral israélien. Nous saluons nos prisonniers politiques en grève de la faim qui protestent contre les violations graves et permanentes des droits humains palestiniens. Nous continuerons à refuser la vision israélienne d'un réseau de Bantoustans palestiniens tronqués, avec leurs zones industrielles, où nous abandonnons nos droits et devenons du travail bon marché pour l'État israélien. C'est pourquoi en juillet 2005, plus de 170 organisations palestiniennes ont appelé le monde à adopter une campagne de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël à la manière de l'apartheid sud-africain, cet appel historique a été signé par toutes les grandes fédérations syndicales palestiniennes. Nous croyons que les campagnes syndicales visant les entreprises et États complices des violations du droit international par Israël sont une forme vitale et efficace de solidarité avec la lutte palestinienne pour la

liberté, la justice et l'égalité.

Aujourd'hui, les syndicats prennent la tête de la défense du peuple palestinien pour ses droits à l'autodétermination, à la non-discrimination, à l'égalité et au droit au retour des réfugiés palestiniens, comme le stipule la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les principes et tactiques du BDS ont été formellement approuvés par des fédérations syndicales d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, d'Écosse, d'Irlande, de Norvège, de Suède, de Belgique, du Pays basque, du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine, en plus d'un très grand nombre de syndicats nationaux et locaux. Ceci nous donne un grand espoir dans le potentiel des travailleurs pour faire cesser le soutien des entreprises et des Etats aux crimes d'Israël. Ceci nous rappelle aussi les campagnes syndicales internationales si inspiratrices qui ont aidé à révéler et à délégitimer l'ancien régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Nous saluons tous les syndicats qui mettent en œuvre des campagnes BDS efficaces et qui retirent leurs fonds de pension aux profiteurs de l'occupation comme G4S et HP, entres autres.

Nous saisissons aussi cette occasion pour appeler les syndicats à rejoindre le mouvement BDS afin de réaliser des boycotts des compagnies israéliennes et internationales complices des violations des droits humains palestiniens, de désinvestir les fonds syndicaux des compagnies et des institutions complices de l'occupation, de la colonisation de peuplement et de l'apartheid israélien, et pour faire pression sur les gouvernements pour couper les relations militaires et commerciales avec Israël. Nous répétons notre appel pour un boycott de la Histadrout, le syndicat général d'Israël, pour sa complicité de la violation du droit international et pour son refus de prendre une position claire de soutien aux droits humains globaux des Palestiniens.

Nous avons hâte d'opérer avec les syndicats du monde entier pour développer et renforcer nos luttes pour les droits

humains, pour la justice sociale et économique. Nous sommes côte à côte avec les travailleurs du monde entier et nous vous remercions pour la solidarité que vous exprimez avec la lutte pour les droits des travailleurs palestiniens.

*General Union of Palestinian Workers*

*Palestinian New Union*

*Federation of Independent Trade Union*

*Postal, IT and Telecommunications Workers Union*

Communiqué en anglais :  
<https://bdsmovement.net/news/may-day-palestinian-trade-unions-call-intensifying-bds>

---

## **Le Président de l'Université Jean Jaurès (Toulouse) veut interdire une réunion publique de la Semaine contre l'apartheid israélien**

**Le Président de l'Université Jean Jaurès (Mirail – Toulouse) veut interdire une réunion publique de la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) prévue jeudi**

## 9 mars à 12h30

Nous avons appris mardi 28 février que Daniel Lacroix, président de l'Université Jean Jaurès, avait l'intention (verbale à ce jour) d'interdire la réunion organisée par le syndicat UET (Union des Etudiants de Toulouse) dans le cadre de la Semaine contre l'apartheid israélien avec la participation de Hazem Jamjoum\*.

Chaque année, la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) se déroule dans le monde entier dans plus de 200 universités et villes. L'objectif est de sensibiliser le public sur le projet colonial et les politiques d'apartheid israéliennes en cours contre le peuple palestinien. Des débats, des projections et des actions créatives – comme prévus à l'Université Jean Jaurès – apportent soutien à un des outils de résistance populaire qu'est la campagne de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancée par la société civile palestinienne en 2005.

M. Lacroix bafoue la liberté d'expression au mépris de la tradition des libertés académiques.

A moins qu'il ne considère que le droit de critiquer un Etat qui ne respecte pas le droit international, qui occupe, colonise et pratique une politique d'apartheid, puisse être remis en question. Alors que ce droit se trouve au cœur même de la notion de société démocratique.

Vous pouvez joindre la présidence de l'Université (presidence@univ-tlse2.fr) pour lui rappeler qu'une de ses fonctions est bien de respecter la liberté d'expression, y compris pour la solidarité au peuple palestinien.

Enfin nous donnons rendez-vous à la réunion jeudi 9 mars à 12h30 à l'amphi 9.

\*Hazem Jamjoum : doctorant en Histoire et en études du Moyen-Orient à l'Université de New York et a été l'un des



organisateur de la première Semaine de l'Apartheid Israélien en 2005. De 2008 à 2010, il était le chargé de communication du Centre de ressources Badil (<http://www.badil.org>) à Bethléem, en Palestine et l'éditeur de sa publication trimestrielle en langue anglaise, al-Majdal. Il a également été l'un des organisateurs fondateurs de la Coalition contre l'apartheid israélien à Toronto. (Plus d'infos: <https://electronicintifada.net/people/hazem-jamjoum>)

Toulouse, le 2 mars 2017

BDS France Toulouse

bdsfrance.toulouse@yahoo.fr

---

# **Rassemblement le 2 février 12h30 devant le Tribunal de Grande Instance de Metz**

**En soutien à Richard et au collectif BDS 57**

**(Boycott, Désinvestissement, Sanctions)**

**Pour le droit au boycott et contre la criminalisation du  
mouvement social**

**Rassemblement le 2 février à partir de 12h30 devant le  
Tribunal de Grande Instance de Metz.**

Le jeudi 2 février 2017, le président du collectif BDS 57 comparaitra à nouveau devant le Tribunal de Grande Instance de Metz, l'accusateur étant l'entreprise pharmaceutique israélienne TEVA. Cette comparution fait suite au report demandé par la procureure de la république le 24 janvier, date

à laquelle une centaine de soutiens s'étaient rassemblés.

Le collectif BDS 57 agissait, en février 2015, dans le cadre d'une campagne internationale pour inciter les pharmaciens à ne pas commercialiser les génériques TEVA mais à les remplacer par les mêmes génériques d'autres marques.

Le collectif BDS 57 refuse fermement l'accusation mensongère de discrimination dont il est victime. L'objectif de notre organisation est d'alerter le public et les professionnels de la santé sur la complicité de crime que représentent les entreprises issues de l'apartheid israélien et dont sont victimes les Palestiniens. La campagne BDS France informe les consommateurs de manière non violente. Nous combattons par nos actions de sensibilisation le colonialisme, le racisme et la guerre pour qu'en Israël/Palestine s'instaure enfin une paix juste et durable.

Cette offensive contre des militants est partie intégrante du contexte d'État d'urgence et de régression sociale qui règne dans notre pays : interdiction de manifester et répression pendant la COP21, loi travail imposée, criminalisation des syndicats, répression violente et judiciaire des syndicalistes et des manifestants, etc...

Le collectif BDS 57 vous appelle à venir nous soutenir encore plus nombreux devant le tribunal de Metz le jeudi 2 février à partir de 12h30. Mobilisons-nous pour la défense de la liberté d'expression et pour dire à ceux qui nous accusent qu'ils ne feront jamais taire notre solidarité avec le peuple palestinien en tentant de criminaliser les actions militantes et citoyennes.

**Le collectif BDS 57 invite l'ensemble des organisations qui le soutiennent à diffuser un communiqué de soutien ou à diffuser le présent appel.**

**Affirmons notre droit au boycott, la France restant le seul pays à en interdire la pratique quand il cible la politique**

d'Israël...

**Demandons l'abrogation en France de mesures répressives indignes d'une démocratie, mesures qui portent atteinte à la liberté d'expression et visent à terme toute forme de revendication politique, syndicale ou simplement citoyenne !**

**Soutenons notre camarade injustement inculpé !**

**Relaxe pour Richard, président du collectif BDS 57, militant de la cause palestinienne et membre de l'Union Juive Française pour la Paix !**

[Tract PDF](#)

---

## **Mano Siri : hypocrisie et mensonges de la LICRA sur le mouvement BDS**

Le [magazine de la LICRA](#) de décembre 2016 consacre au mouvement BDS ses pages 30 et 31 – sous le titre « Où va BDS ? » – au milieu d'un dossier fourre-tout intitulé « Les pseudo-antiracistes ». Ces deux pages écrites par Mano Siri, « Présidente de la Commission culture » de la LICRA sont ouvertement mensongères.

### **Début prometteur ?**

Mano Siri a regardé le site de BDS France. L'article commence par indiquer ce que B.D.S. signifie et qu'il s'agit de « Notre réponse à l'apartheid, la colonisation et l'occupation israélienne ». Il cite correctement notre référence à la société civile palestinienne, à l'action non violente et à

« un engagement décidé en faveur du boycott économique, syndical, institutionnel, universitaire, culturel et sportif, qui constitue à (nos) yeux « un acte de dénonciation de la politique d'occupation colonialiste d'Israël ». Il met en marge un renvoi vers [un remarquable texte](#) du Comité national palestinien du BDS, mais se garde bien de parler de son contenu.

## Apartheid ?

Mano Siri ne manque pas de citer la référence du mouvement BDS à l'apartheid en Afrique du Sud. Elle sait pourtant ce qu'apartheid veut dire puisqu'elle le qualifie de « racisme d'État acté dans les faits et dans la loi » – ce qui s'applique sans conteste à Israël comme aux territoires occupés après 1967. Mais circulez, il n'y a rien à voir, pour Israël il faut une « analyse mesurée (par qui ?) de la réalité de l'État israélien », et se servir des « Arabes » palestiniens comme alibis, quel que soit leur sentiment réel. Juste pour revenir un instant sur l'apartheid, rappelons à la LICRA ce qu'écrivait un « spécialiste », Hendrik Verwoerd, ancien Premier ministre d'Afrique du Sud, à propos d'Israël : *« Israël, comme l'Afrique du Sud, est un État d'Apartheid ».*

Ou ces propos de Mgr Desmond Tutu, une ex-figure de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, concernant la situation en Palestine/Israël :

*« La solution viendra plus probablement des outils non violents que nous avons développés en Afrique du Sud dans les années 80 afin de persuader le gouvernement sud africain de la nécessité de changer sa politique. »*

(...)

*« L'embargo sur le commerce infligé dans les années 80 à l'Afrique du Sud par des multinationales engagées fut un facteur clé de la chute, sans effusion de sang, du régime d'apartheid. Ces entreprises avaient compris qu'en soutenant*

*l'économie sud-africaine, elles contribuaient au maintien d'un statu quo injuste. Ceux qui continuent de faire affaire avec Israël, et qui contribuent ainsi à nourrir un sentiment de "normalité" à la société israélienne, rendent un mauvais service aux peuples d'Israël et de la Palestine. Ils contribuent au maintien d'un statu quo profondément injuste.»*

## **Mensonges**

Mais rien ne vaut mieux que de bons gros mensonges pour faire avaler la propagande pour le régime israélien – nous connaissons tous son nom, hasbara ! Mano Siri en glisse plusieurs. Le premier, faisant un lien inexistant entre mouvement BDS et UNESCO, affirme que celle-ci a « dénié tout lien historique entre le peuple juif et la terre d'Israël ». Il n'est pas nécessaire d'être à l'UNESCO pour savoir que c'est faux, l'UNESCO s'est contentée de nommer les lieux par leurs noms, qui ne sont pas ceux de l'occupant israélien. Le second affirme mensongèrement que BDS veut faire « d'Israël le seul agresseur de tout le Moyen-Orient. Le seul État d'Israël est dénoncé comme État raciste, colonial, non démocratique. ». Le troisième mensonge est le coup de pied de l'ânesse qui prétend avec la plus grande malhonnêteté intellectuelle que « BDS étend son boycott de tout ce qui vient d'Israël aux produits casher en général. » A t-elle lu la charte de BDS France comme elle le prétend ? Il est pourtant facile d'y lire :

*Notre action est éthique, citoyenne et politique. Elle s'inscrit dans notre combat permanent contre toute forme de racisme. Elle ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits. Nous faisons une différence évidente entre un produit israélien que nous boycottons, et un produit casher produit par une entreprise non israélienne que nous ne boycottons pas.*

*« Cette campagne de Boycott de l'État d'Israël en tant*

*qu'occupant et colonisateur, comme celle du Boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid, n'est pas une fin en soi, destinée à discriminer une population. Elle constitue un outil de pression sur nos gouvernements pour qu'ils appliquent des sanctions et un levier sur le gouvernement israélien, qui servira à imposer la seule issue pour cette région : l'application du droit international et le respect des droits des Palestiniens. »*

## **Doutes ?**

Malgré cette faillite intellectuelle, nous sommes sensibles aux interrogations de la LICRA sur sa vocation dévoyée. Nous lisons « Pour autant, ce qui fait débat à l'intérieur de la LICRA, c'est l'opportunité ou non de se porter partie civile dans les procès intentés par l'État à BDS, ce qui témoigne de l'existence de points de vue différents à l'intérieur de notre organisation ». Nous notons qu'il y a au sein de la LICRA des personnes encore attachées à la liberté d'expression. Tant mieux, que le débat ait lieu, mais il n'a pas empêché la LICRA de manifester contre cette liberté d'expression à Montpellier et ailleurs. Et ce débat n'a pas empêché la LICRA d'agir de concert avec le BNVCA – pourtant placé au sein des « dérapages » en page 23 du magazine – pour construire un procès contre les militant-e-s BDS de Toulouse.

Le procès BDS Toulouse est justement l'exemple même de la confusion des genres et du dérapage de la LICRA qui prétend lutter contre le racisme et se retrouve à l'origine d'un procès pour « entrave à l'activité économique » contre des militant-e-s, dont moi-même, dont le seul « tort » serait d'avoir été présents pendant une distribution de tracts appelant au boycott des produits de l'apartheid israélien devant un supermarché.

## **A qui cela parle t-il ?**

La LICRA a été surtout connue dans les années 1980-90 pour ses

actions contre les derniers collaborateurs historiques du génocide des Juifs d'Europe et contre la négation de ce génocide. Depuis 15 ans, elle se redéfinit comme un nouveau chien de garde d'Israël cherchant à utiliser au mieux son image « laïque » et « républicaine » acquise précédemment. Sa cible de lobbying est constituée par les élus et les programmes scolaires.

Sa technique média est de se présenter comme meilleur agent de la laïcité, mais d'une drôle de laïcité, nullement indépendante des religions et 100% islamophobe (terme que son président dénie par ailleurs, au détriment des victimes de cette discrimination).

La LICRA utilise à souhait le drapeau tricolore. Les trois couleurs du drapeau révolutionnaire sont associés aux trois demandes : « Liberté », « Égalité », « Fraternité ». L'État israélien seul détenteur du pouvoir sur la terre de Palestine y interdit la liberté, l'égalité et la fraternité. L'hypocrisie constitue le drapeau de la LICRA. La campagne BDS espère que de nombreuses personnes – simples citoyens ou élus – sauront faire la différence entre la LICRA et l'engagement antiraciste.

Rappelons que Mano Siri et Antoine Spire s'étaient déjà fendus d'une brochure de propagande intitulée « 100 mots pour se comprendre contre le racisme et l'antisémitisme » destinée aux enseignants du secondaire. A la suite de nombreuses critiques [dont celles de l'Union Juive Française pour la Paix](#), membre de BDS France, cette brochure n'est pas allée polluer nos écoles.

Jean-Pierre Bouché, BDS France

---

# Le Théâtre Habima et la nécessité d'un boycott culturel d'Israël

Michel Warschawski, 30 octobre 2016

**La représentation à venir du Théâtre National dans la colonie de Kiryat Arba prouve que le boycott contre les actions d'Israël en Cisjordanie ne déstabilisera pas l'occupation à lui seul.**

Combien de fois, nous qui soutenons le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), avons-nous été attaqués pour notre plaidoyer en faveur du boycott académique et culturel d'Israël ? Des dizaines de fois, y compris par de soi-disant militants de gauche.

Les cyniques, de droite comme de gauche disent que la culture est neutre. La culture n'est pas (et ne devrait pas être) liée au conflit colonial en Palestine. La culture, en fait, c'est la Suisse du conflit ! Et, de toute façon, les universitaires et les acteurs culturels sont « de notre côté ». Ils ne méritent pas une punition.

À ce moment, il est important de se souvenir que BDS ne vise pas des individus ou des oeuvres en particulier mais plutôt des institutions et des événements.

La décision récente du Théâtre Habima d'aller jouer dans la colonie de Kiryat Arba démontre que cette position sur la culture est intenable. Le nom même du Théâtre Habima met en évidence la futilité de la soi-disant exception culturelle par rapport à la politique. Une décision gouvernementale de 1958 a modifié le nom de cette noble et très vénérable institution en « Théâtre National Habima ». Il est, de ce fait, impossible de séparer le théâtre de son rôle national.



Habima est actuellement le fleuron des institutions culturelles israéliennes. Situé à Tel Aviv, il vise un public national et international. Tout comme les autres institutions culturelles israéliennes d'importance, il manifeste qu'une partie de sa mission est de représenter l'État d'Israël dans le monde et de lui donner une image positive – ne serait-ce que pour garantir son financement.

Ce qui nous concerne aujourd'hui, cependant, est centré sur la représentation à venir de la compagnie de théâtre dans la colonie israélienne de Kiryat Arba dans le district de Hebron en Cisjordanie. Habima a pris la responsabilité politique de sa décision. Il vaut la peine de citer la déclaration de la compagnie à ce sujet : « la direction du théâtre rejette avec dégoût tout appel à exclusion des citoyens et des villes et condamne toute tentative de boycott culturel dans tout lieu où vivent des citoyens israéliens ». « Nous sommes intéressés à continuer à offrir des productions culturelles de grande qualité aux citoyens israéliens » est-il ajouté.

Tous les « citoyens israéliens », toutes les « localités israéliennes » : ici, Habima, avec beaucoup d'autres acteurs culturels israéliens qui se voient comme des gens éduqués et éclairés, efface tout simplement la Ligne Verte qui sépare l'Israël actuel des territoires occupés.

Pourtant, une autre journaliste supposée progressiste, Ali Karp, a écrit dans le journal israélien Haaretz : « le théâtre national israélien doit jouer à Kiryat Arba... La voix de la gauche, la voix de l'humanisme et l'opposition à l'occupation... doivent tout particulièrement être entendues par les gens qui vivent dans les colonies... En d'autres termes, nous devons convaincre les âmes perdues ».

Si l'on suit la logique de Karp, c'est un manque de culture qui explique la violence coloniale des habitants de Kiryat Arba. Un peu de Molière, Shakespeare ou Hanoch Levin et les colons deviendront pacifistes, avec des colombes en papier à

la place des fusils.

Autant j'essaie de comprendre Karp et ses amis de la gauche sioniste, autant je ne peux pas voir comment, en jouant à Kiryat Arba, les acteurs d'Habima convaincront les dites « âmes perdues » qu'elles vivent dans un endroit où elles ne devraient pas être. Au contraire, amener le théâtre national d'Israël à Kiryat Arba soutient le projet de normalisation des colons et la conviction que, avec le temps, il n'y aura pas de différence entre la colonie de Kiryat Arba et la ville de Kiryat Ata du district de Haïfa.

Dans tous les cas, le simple fait que des gens éduqués comme Karp ou le directeur du Théâtre Habima ignorent la Ligne Verte, devrait mettre un terme au débat entre boycott de l'occupation ou boycott d'Israël. C'est bien sûr Israël et ses institutions qui doivent être boycottés – pas seulement les colonies et leurs produits. C'est la seule façon de pouvoir jamais « convaincre les âmes perdues » qui sont la grande majorité des citoyens israéliens.

*Michel Warschawski est un militant anticolonialiste israélien de longue date, qui a été prisonnier politique et qui est cofondateur du Centre d'Information Alternative.*

[Traduction SF pour l'AURDIP](#)

---

**La Haute représentante de  
l'UE, Fédérica Mogherini,**

# affirme le droit au BDS

29 octobre | [ECCP](#) | Traduction : JPB pour l'AURDIP

Fédérica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a condamné les attaques contre les défenseurs des droits humains et affirmé les droits des citoyens européens à la liberté d'expression et d'association, y compris par la participation au mouvement sous direction palestinienne [Boycott, Désinvestissement et Sanctions \(BDS\)](#).

En [réponse](#) à une question de la députée Martina Anderson pour savoir si la Commission de l'UE s'engagera à défendre le droit des militants BDS à exercer leur liberté démocratique d'expression, la Haute représentante a répondu ;

« L'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des Etats membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire ».

Mogherini a aussi affirmé que «La liberté d'expression, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'homme, s'applique aussi aux informations ou aux idées « qui choquent ou dérangent l'Etat ou tout secteur de la population. »

Après avoir échoué à gêner le soutien croissant et l'impact du mouvement BDS dans le grand public, [Israël a lancé une campagne antidémocratique sans précédent](#) pour faire taire le militantisme pour les droits palestiniens et mettre le BDS hors la loi.

Les attaques d'origine israélienne contre le mouvement BDS font pression sur les gouvernements, les législateurs et les responsables [pour combattre l'activité BDS par des mesures répressives](#) qui menacent les libertés civiles et politiques en général.

Interrogée à propos du jugement de la commission à propos des déclarations du Ministre du renseignement israélien Yisrael Katz pour qui des “éliminations civiles ciblées” devraient être accomplies contre les leaders palestiniens et internationaux du mouvement BDS, la Haute représentante de l’UE a déclaré que « l’UE condamne fermement, en toutes circonstances, les menaces et la violence contre les défenseurs des droits humains. »

**Riya Hassan ; directrice de campagne pour l’Europe du Comité National Palestinien BDS (BNC)**, la grande coalition de la société civile palestinienne à la tête du mouvement BDS mondial, a commenté :

*« Nous saluons la défense tardive de l’UE du droit des citoyens européens et autres à être solidaires des droits palestiniens, y compris par les tactiques du BDS. Cependant la société civile palestinienne escompte que l’UE respectera ses obligations conformes au droit international et à ses propres lois en, au minimum, imposant un embargo militaire à Israël, en bannissant les sociétés qui font des affaires avec les colonies illégales israéliennes, et en suspendant l’accord d’association EU-Israël jusqu’à ce qu’Israël se conforme à la clause de l’accord sur les droits humains. »*

Une lettre signée par plus de [30 députés européens](#) avait appelé Fédérica Mogherini à prendre des dispositions pour assurer la liberté d’expression du mouvement sous direction palestinienne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour la justice et l’égalité et pour la reconnaissance comme défenseur des droits humains d’Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS.

Cette lettre fait écho à l’augmentation des appels de la société civile pour protéger la liberté d’expression des militant-e-s et des organisations impliquées dans les activités BDS pour les droits palestiniens, selon le droit international.

Plus de [350 organisations européennes pour les droits humains](#), syndicats, églises et partis politiques, ont appelé l'Union européenne à défendre les citoyens et les organisations à boycotter Israël en réponse à son occupation et aux violations des droits des Palestiniens.

Les représentants des gouvernements suédois, hollandais et irlandais ont défendu publiquement le droit de soutenir et faire campagne par le BDS pour les droits des Palestiniens conformes au droit international.

---

## **Attention, BHL pense : le mouvement BDS est “organisé par d’anciens nazis”**

Bernard-Henri Lévy, alias BHL, alias Bernard, alias le philosophe en chemise blanche, était invité le 27 septembre dernier au Parlement européen pour participer à une conférence intitulée “L’avenir des communautés juives en Europe”.

Une intervention d’une quinzaine de minutes, passée relativement inaperçue, au cours de laquelle le libérateur de la Libye a tenté de donner un aperçu de la situation des Juifs en Europe et des “nouveaux visages” de l’antisémitisme.

Et comme de bien entendu, BHL n’a pu s’empêcher de reprendre à son compte l’antienne selon laquelle “*l’antisémitisme est la forme nouvelle de l’antisémitisme*”, amalgamant sans aucun scrupule l’extrême-droite la plus abjecte et le mouvement de solidarité avec les Palestiniens.

Le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) a

fait les frais de ces amalgames, au cours d'une grandiloquente envolée dont BHL a le secret :

*"Je suis le premier à me mobiliser sans le moindre quartier contre le mouvement BDS dont je pense que c'est un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d'anciens nazis recyclés dans certains pays arabes en 1946-47."*

Oui, vous avez bien lu : *"un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d'anciens nazis"*.

J'exagère ? Non :

En 2013, BHL publiait un livre intitulé *Les Aventures de la vérité*. De toute évidence, la vérité historique ne semble guère intéresser l'aventurier BHL.

Pour mémoire :

1) Le mouvement BDS est "né" d'un appel signé par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne le 9 juillet 2005, un an après l'avis de la Cour internationale de justice exigeant d'Israël qu'il détruise le mur construit en Cisjordanie. Soit 60 ans après la chute du nazisme.

2) La liste des membres de l'instance dirigeante de BDS, le Boycott National Committee (BNC), est publique, et il ne figure en son sein aucun "ancien nazi".

3) "Au moment du fascisme", l'État d'Israël n'existait pas, et il aurait donc été malaisé d'appeler à le boycotter.

4) Le mouvement BDS n'a jamais tué personne. Contrairement au fascisme. Et à l'État d'Israël.

Il est de notoriété publique que BHL est un énergumène malfaisant, et d'aucuns pensent que relever ses outrances est une perte de temps.

Mais BHL continue d'être un invité récurrent des plateaux de télévision et des antennes de radio, où l'on s'acharne à le présenter comme un "intellectuel", un "philosophe", un "penseur".

Si les "grands médias" veulent réellement, comme ils le proclament, reconquérir une once de crédibilité, il est plus que temps que cette mauvaise plaisanterie cesse.

PS : Pour mémoire (bis), selon l'article 29 de la loi sur la Liberté de la Presse du 29 juillet 1881, "*toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation*" et peut être punie d'une amende de 12.000 euros.

Julien Salingue

Source :  
[http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/2016/10/attention-bhl-pense-le-mouvement-bds\\_28.html](http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/2016/10/attention-bhl-pense-le-mouvement-bds_28.html)

---

## Metz : Festival pour la Palestine

Le Collectif BDS 57 associé à dix autres organisations vient de mettre en place un **festival pour la Palestine**, une première à Metz.

L'événement s'est déroulé à L'Espace Clovis (Foyer Abbé Pierre) **les vendredi 21 et samedi 22 octobre** derniers, dans un cadre où on pouvait également découvrir une exposition sur la

Nakba, l'expulsion des palestiniens en 1948, exposition prêtée par le Cjacp de Strasbourg.

Nous avons accueilli à cette occasion Sarah Katz et Pierre Stambul de L'Union Juive Française pour la Paix qui ont présenté le premier soir à deux voix, en ouverture de ce festival, le récit de leurs *Chroniques de Gaza* rédigées au jour le jour après un récent séjour dans cette « cage » où vit (survit) une population qui ne correspond en rien aux clichés que médias et sionistes entretiennent à leur propos. Nous avons également invité le réalisateur François-Xavier Gilles, membre de l'AFPS et de BDS, qui est venu avec sa compagne Danièle présenter le lendemain son film *Dans les collines au sud d'Hébron*. Ces deux interventions-phares au cours desquelles les conférenciers ont fait connaître « de l'intérieur » le combat des Palestiniens ont été suivies d'un débat fructueux avec un public attentif et intéressé : une soixantaine de personnes à chaque fois, pas toujours les mêmes selon les différents moments du programme, dont de nouvelles têtes, des jeunes venus par le biais de [Facebook](#). La qualité des interventions dans le public, la force de conviction et l'expérience de nos invités ont grandement contribué à la réussite de cet événement, peu, voire pas du tout relayé par la presse locale.

Entre ces deux événements, devant un public tout aussi nombreux, l'après-midi du samedi fut consacré, entre autres activités, à un exposé-débat animé par deux avocats militants : Liliane Glock du barreau de Nancy et Daniel Delrez. Nous avons fait de ce festival le point de départ d'une mobilisation dans **la perspective du procès auquel sera confronté le président de notre collectif le 26 janvier prochain** suite à une plainte de la société TEVA pour discrimination. Les défenseurs de la cause palestinienne en France aujourd'hui dans un contexte de répression et de poursuites judiciaires, tel fut le sujet du débat qui permit de faire connaître à des personnes nouvelles l'interdiction de l'appel au boycott d'Israël dans notre pays et les différentes



formes d'actions que nous préconisons dans le cadre de la campagne BDS France.

Vous trouverez, outre quelques photos ci-dessous, l'[affiche du festival](#), le [tract](#) que nous avons distribué pour sa promotion, l'[appel au soutien du président du collectif inculpé](#). Le texte donne davantage de renseignements sur la plainte et l'appel sert également de support à une pétition...



---

## Les militants aux chefs cuisiniers des restaurants : annulez votre participation aux Tables rondes

21 octobre 2016 – Campagne BDS contre les Tables Rondes

Entre le 8 et le 26 novembre 2016, les chefs cuisiniers de 13 restaurants réputés de grandes villes du monde entier vont passer une semaine à cuisiner dans Tel Aviv, dans le cadre d'une initiative **israélienne** de relations publiques pour faire retomber leur prestige international sur l'image culinaire d'Israël. Des organisations de la société civile de ces pays

leur ont demandé d'annuler leur participation.

**Annulez votre participation aux Tables rondes de Tel Aviv –  
Retirez l'apartheid du menu**

À l'attention de :

Indian Accent, New Delhi

Chef Manish Mehrotra

L'Ami Jean, Paris

Chef Stéphane Jégo

Maruja Limon, Vigo

Chef Rafael Centeno Moyer

Belcanto, Lisbon

Chef Jose Avillez

Triciclo, Madrid

Chefs Javier Goya, Javier Mayor

& David Alfonso

The Musket Room, New York

Chef Matt Lambert

Gustu, Bolivia

Chef Kamilla Seidler

Mallin & Schmidt, Denmark

Chef Thorsten Schmidt

Matador Room, Miami

Chef Jeremy Ford

La Bottega, Geneva

Chef Francesco Gasbarro

Taller, Copenhagen

Chef Karlos Ponte

Nahm, Bangkok

Chef David Thompson

Chef Diego Munoz, Lima

Nous soussignés, groupes de la société civile, vous écrivons à propos de votre participation prévue à la série de Tables rondes, événement culinaire qui va se tenir à Tel Aviv du 8 au 26 novembre 2016. Nous vous exhortons à reconsidérer votre participation à cette initiative dont l'objectif est de se servir de la *haute cuisine* pour masquer le déni par Israël des droits fondamentaux des Palestiniens.

En 2014, les chars d'assaut, avions et navires de guerre israéliens pilonnaient la bande de Gaza assiégée, tuant plus de 2100 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, dans le plus récent de ces massacres devenus tragiquement périodiques, par l'armée israélienne. En plus de maisons, hôpitaux, écoles et usines, les attaques israéliennes ont détruit des fermes, serres, puits, vergers, cultures et bétail (1).

Les tireurs embusqués israéliens tirent constamment sur les agriculteurs palestiniens dans Gaza, et les fréquentes incursions militaires en détruisent les cultures. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme a documenté 534 incursions terrestres et 544 cas de fusillades entre 2006 et 2013, qui ont tué 179 civils et en ont blessé 751 (2). Des documents, obtenus après une bataille juridique, montrent qu'Israël, de façon cynique, s'est servi de calculs de calories pour décider du nombre de camions de vivres qu'il allait autoriser à traverser son blocus illégal de l'enclave côtière, mettant ainsi les Palestiniens de Gaza à un régime draconien (3).

En Cisjordanie occupée, après recherche, l'organisation israélienne Kerem Navot détaille comment Israël utilise l'agriculture comme moyen pour voler massivement la terre palestinienne. Depuis 1997, l'agriculture dans les colonies israéliennes, elles aussi illégales, s'est accrue dans la région de 35 %, tandis que les terres agricoles palestiniennes cultivées ont été réduites d'un tiers (4).

Par conséquent, il ne faut pas être surpris que, comme le rapportent les Nations-Unies, seulement 35 % des Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne ont la sécurité alimentaire (5).

Les citoyens palestiniens d'Israël, qui représentent 20 % de la population, sont à peine mieux lotis. Des communautés palestiniennes sont forcées de quitter leur terre sous l'effet du nettoyage ethnique que poursuit Israël. Israël refuse de reconnaître 176 villes et villages palestiniens, à l'intérieur de ses frontières reconnues internationalement, et dont beaucoup sont antérieurs à la création de cet État qui leur refuse les services les plus élémentaires, tels que l'eau et l'électricité. Les bulldozers israéliens démolissent en permanence des villages entiers, faisant des familles des sans-abri.

Et si vous, vous n'auriez aucun problème pour vous rendre à Tel Aviv, les près de 7 millions de réfugiés et déplacés internes palestiniens, conséquences du nettoyage ethnique qui se poursuit, se voient refuser leur droit au retour sur leurs terres, tel que garanti par le droit international (6).

Alors que nous écrivons cette lettre, des dizaines de milliers de Palestiniens, surtout des jeunes, se soulèvent dans des mobilisations massives contre le régime d'oppression israélien, un régime qui s'est maintenu durant toute leur vie, et celle de leurs parents. Israël réagit de façon caractéristique à ces manifestations, déclenchées au départ par les attaques de colons contre l'enceinte de la mosquée Al Aqsa dans Jérusalem-Est occupée, il fait tirer à balles réelles sur les manifestants, tuant et blessant les militants palestiniens, il lance des raids pour l'arrestation de centaines de jeunes et enfants palestiniens, il procède à des démolitions punitives de maisons palestiniennes et il boucle des quartiers palestiniens entiers.

Alors que l'évènement des Tables rondes est présenté comme

« un dialogue fertile sur la culture, l'économie, et les questions sociales », c'est en réalité une utilisation scandaleuse d'une tradition, consacrée par l'usage, de partage des expériences culinaires comme un moyen pour blanchir les violations généralisées des droits fondamentaux des Palestiniens, et notamment le droit à la nourriture.

En fait, parmi les partenaires de cet évènement parrainé par *American Express*, il y a le ministère israélien du Tourisme et celui des Affaires étrangères, et aussi la municipalité de Tel Aviv. Les ministères israéliens, depuis des années, sont impliqués dans le projet « Brand Israel » qui utilise la culture et les arts comme moyen pour détourner l'attention de son effroyable bilan en droits humains et se donner une image positive (7). Tel Aviv, ville qui s'est montée sur 4 villages palestiniens détruits et nettoyés ethniquement, comme la ville palestinienne historique de Jaffa, est le centre du régime d'Israël d'occupation, de colonisation de peuplement, et d'apartheid, et elle se rend profondément complice dans le blanchiment des violations d'Israël des droits de l'homme et du droit international. Et ce partenaire à l'évènement, l'entreprise vinicole Golan Heights Winery, opère dans une colonie israélienne illégale sur le plateau syrien du Golan, en violation directe du droit international (8).

En 2005, plus de 170 organisations de la société civile palestinienne ont appelé aux boycotts, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce que celui-ci mette fin à ses violations des droits de l'homme, violations qui se poursuivent résolument et en toute impunité depuis des décennies (9). Dans le cadre de cet appel, les artistes internationaux, les personnalités du spectacle, les académiciens, et aussi les chefs cuisiniers, sont appelés à ne pas se produire en Israël. La liste de ceux qui prennent en considération cet appel continue de grandir (10).

En choisissant d'exercer votre talent culinaire dans la bulle

privilégiée de Tel Aviv, entourée de millions de Palestiniens vivant sous l'oppression israélienne, non seulement ce serait fermer sciemment les yeux devant cet appel de principe qui émane de l'opprimé, mais vous deviendriez aussi le complice de ces violations israéliennes des droits humains des Palestiniens et de la perpétuation de l'occupation, de l'apartheid et du colonialisme israéliens.

Le respect de l'appel des Palestiniens pour le BDS est le meilleur moyen pour veiller à ce que les Palestiniens, selon l'expression même du militant anti-apartheid d'Afrique du Sud, qui soutient le BDS, l'archevêque Desmond Tutu, ne soient pas réduits à « *ramasser des miettes de compassion jetées de la table de ceux qui se considèrent comme (leur) maître,* », mais à ce qu'ils aient le « *menu complet de leurs droits* ».

Nous vous exhortons à ne pas prêter vos talents culinaires pour masquer les crimes d'Israël. Nous vous en prions, annulez votre participation à l'événement des Tables rondes, jusqu'à ce que tout le monde ait une place à la table.

Signataires :

Land Defense coalition (LDC), Palestine

Palestinian Farmers Union (PFU), Palestine

Palestinian Environmental NGOs Network/Friends of the Earth-Palestine, Palestine

Stop the Wall Campaign, Palestine

Alternative Information Center (AIC), Palestine/Israel

Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from within, Israel

Frauen in Schwarz (Wien), Austria

Grupo de acción por palestina, Chile

Grupo de Acción por Palestina, Chile

Juventud Árabe por Palestina de Valdivia, Chile

BDS Colombia, Colombia

Boykot Israel, Denmark

Comité de Solidaridad Permanente EcuadorXPalestina, Ecuador

BDS France Campaign, France

Association France Palestine Solidarité 63, France

Collectif Judeo-Arabe et Citoyen pour la Palestine, France

Collectif 69 de soutien au peuple palestinien, France

Coordination Bds37 (Tours), France

CSPRN, France

Comité solidarité Palestine région nazairienne, France

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples  
– Gironde (MRAP33), France

Collectif BDS Metz, France

Comité BDS France 34 – Montpellier, France

Bds France Marseille, France

Abna Philistine (Enfants de la Palestine)

AK Nahost Berlin, Germany

AKtion Gerechter Frieden Nahost, Germany

BDS Berlin, Germany

BDS Hamburg, Germany

Deutsch-palästinensische Gesellschaft , Germany

Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost, Germany

Palästinakomitee Stuttgart, Germany

ACS – Associazione di Cooperazione e Solidarietà, Italy



Associazione Casale Podere Rosa (Rome), Italy  
Associazione Culturale Sogni di un Mondo Diverso, Italy  
Associazione senza paura – Genova, Italy  
Associazione Stelle Cadenti, artisti per la pace, Italy  
Assopace Palestina, Italy  
BDS Italia, Italy  
BDS Sardegna, Italy  
Comitato per non dimenticare Sabra e Chatila, Italy  
Comitato Pistoiese per la Palestina, Italy  
Comitato varesino per la Palestina, Italy  
Confederazione Cobas, Italy  
Coordinamento BDS Roma e Provincia, Italy  
Coordinamento Nord Sud del Mondo, Italy  
Donne in Nero / Women in Black, Italy  
Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua, Italy  
Forum Palestina, Italy  
Friends of the Palestinian Red Crescent, Italy  
G.A.MA.DI. (Gruppo Atei Materialisti Dialettici), Italy  
Gruppi Informali, Italy  
Italian Communist Party, Italy  
Italian Jews against Israeli Occupation, Italy  
Lo Sguardo di Handala (Rome), Italy

Luisa Morgantini, former VP European Parliament, Italy

Rete Radiè Resch – Gruppo di Salerno, Italy

Rete Radié Resch di solidarietà internazionale, Italy

Rete Radié Resch Varese, Italy

Rete Romana di Solidarietà con il Popolo Palestinese, Italy

Salaam Ragazzi dell'Olivo Comitato di Trieste, Italy

Servizio Civile Internazionale, Italy

U.S. Citizens Against War – Florence, Italy

U.S. Citizens for Peace & Justice – Rome, Italy

ULAIA ArteSud onlus, Italy

Un ponte per..., Italy

Article 1 Collective, Netherlands

docP, Netherlands

Nederlands Palestina Komitee (NPK), Netherlands

Federación Palestina del Perú, Peru

Associação Abril, Portugal

Colectivo Mumia Abu Jamal, Portugal

Comité de Solidariedade com a Palestina, Portugal

Conselho Português para a Paz e Cooperação, Portugal

Grupo Acção Palestina, Portugal

MPPM – Movimento pelos Direitos do Povo Palestino e pela Paz no Médio Oriente, Portugal

Panteras Rosa – Frente de Combate à Lesbigaytransfobia,

Portugal

SOS Racismo, Portugal

BDS Slovenia, Slovenia

Red Solidaria contra la Ocupación de Palestina (RESCOP), Spain

- Réseau composé de 43 organisations: Asociación Al-Quds de Solidaridad con los Pueblos del

Mundo Árabe (Málaga), Asociación Andaluza por la Solidaridad y la Paz – ASPA, Asociación de

Amistad Palestina-Granada «Turab», Asociación Hispano Palestina Jerusalén (Madrid),

Asociación Pro-Derechos Humanos de Andalucía, Asociación Unadikum, BDS Catalunya, BDS

Madrid, BDS País Valencià, Castelló per Palestina, Comité de Solidaridad con la Causa Árabe

(Madrid, Asturias), Comité de Solidaridad con los Pueblos – Interpueblos (Cantabria),

Comunidad Palestina en Canarias, Comunitat Palestina de Catalunya, Comunitat Palestina de

València, Coordinadora de apoyo a Palestina (La Rioja), Ecologistas en Acción (Confederal),

Fundación IEPALA, Fundación Mundubat, Asociación Palestina Biladi, Anticapitalistas, Komite

Internazionalistak (Euskal Herria), MEWANDO (Euskadi), Movimiento Solidaridad Internacional

Catalunya – ISM Cataluña / Valencia, Mujeres en Zona de Conflicto – M.Z.C., Mujeres por la Paz

– Acció Solidaria con Palestina (Canarias), Paz Ahora, Paz con Dignidad, Plataforma de

Solidaridad con Palestina (Sevilla), Plataforma Palestina Ibiza, Plataforma Solidaria con Palestina

de Valladolid, Red de Jóvenes Palestinos, Red Judía Antisionista Internacional -IJAN, Sodepau,

Sodepaz, Sodepaz Balamil, Taula per Palestina (Illes Balears), UJCE (Unió de Juventudes

Comunistas de España), Grupo de Cooperación Sevilla Palestina, CERAI (Centro de Estudios

Rurales y de Agricultura Internacional), BDS Alacant (dentro de BDS País Valencià), Palestina

Toma la Calle, Coalició Prou Complicitat amb Israel Coalició Prou Complicitat amb Israel (CPCI), Catalonia, Spain

- Réseau composé de 14 organisations: Rumbo a Gaza, Junts-Associació Catalana de Jueus i

Palestins, Comunitat Palestina de Catalunya, NOVACT, BDS Catalunya, Pau Sempre, SUDS, Servei

Civil Internacional de Catalunya (SCI-Cat), Centre Euro Àrab de Catalunya, En Lluita, Unadikum,

Pallasos en Rebeldía, Asociación Cultural Arte & Maña and International Solidarity Movement

BDS Galicia

(ISM) Catalunya

Red Antisionista de Sevilla, Spain

Centro Cultural Palestino Biladi, Basque Country, Spain

Revolta Global-Esquerra Anticapitalista, Catalonia, Spain

Unadikum, Spain

Vent, associació cultural, Spain

BDS Switzerland, Switzerland

BDS Zürich, Switzerland

Bernese Vigil for a just peace in Israel / Palestine,  
Switzerland

Palestine Solidarity Campagn, Thailand

BDS Thailand, Thailand

Artists for Palestine UK, United Kingdom

Cambridge Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Camden Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Camden Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Inminds, United Kingdom

Jews for Boycotting Israeli Goods, United Kingdom

Merton PSC, United Kingdom

Northern Women for Palestine, United Kingdom

Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Stop G4S, United Kingdom

York Palestine Solidarity Campaign, United Kingdom

Association of Palestinian Communities in Scotland, Scotland,  
United Kingdom

Scottish Palestine Solidarity Campaign, Scotland, United  
Kingdom

Adalah-NY; the New York Campaign for the Boycott of Israel, United States

CODEPINK Women for Peace, United States

Notes :

[ 1 ]

<http://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/agriculture-post-war-gaza-strip-18-09-2015>

[ 2 ]

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/palestine-under-fire-report-en.pdf>

[ 3 ]

<http://www.gisha.org/UserFiles/File/publications/redlines/redlines-position-paper-eng.pdf>

[ 4 ]

<http://972mag.com/resource-how-agriculture-is-used-to-take-over-west-bank-land/84993/>

[ 5 ]

<http://www.unrwa.org/newsroom/press-releases/food-insecurity-palestine-remains-high>

[ 6 ]

[http://www.badil.org/phocadownloadpap/Badil\\_docs/publications/Q&A-en.pdf](http://www.badil.org/phocadownloadpap/Badil_docs/publications/Q&A-en.pdf)

[ 7 ]

<https://electronicintifada.net/content/behind-brand-israel-israels-recent-propaganda-efforts/8694>

[ 8 ]

<http://www.whoprofits.org/sites/default/files/WhoProfits-IsraeliWines.pdf>

[9] <http://www.bdsmovement.net/call>

[10] <http://www.bdsmovement.net/activecamps/cultural-boycott>

<http://www.bdsmovement.net/successes/>

<https://docs.google.com/document/d/1g1sejFPlFyP-ruLXq-DJerKYX3FsTfbvtuDcXbqyT2M/edit?usp=sharing>

Traduction : JPP pour BDS France

---

## **Haidar Eid : « la campagne BDS a sans conteste donné de la force au peuple palestinien »**

*Une interview de Haidar Eid – Écrivain et enseignant à l'université Al-Aqsa à Gaza, Haidar Eid est aussi un des initiateurs du mouvement international sous direction palestinienne pour le [Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions](#). Il a accepté de répondre à nos questions.*

**Chronique de Palestine:** Haidar, pouvez-vous vous présenter, ainsi que le mouvement BDS dont vous êtes l'un des principaux animateurs ?

**Haidar Eid:** Permettez-moi de commencer en précisant que tous les points de vue que j'exprime ici sont les miens et les miens seuls; ils ne reflètent pas nécessairement les vues de

l'ensemble du mouvement BDS ou de toute autre organisation.

Je suis un professeur agrégé en littérature et études culturelles à l'Université Al-Aqsa basée à Gaza, conseiller politique de [Al-Shabaka](#) (le Réseau de la politique palestinienne), co-fondateur du [One Democratic State Group](#), et un militant BDS. Il peut être intéressant de rajouter que j'ai passé quelques années en Afrique du Sud où j'ai obtenu mon doctorat à l'Université de Johannesburg, la première institution universitaire internationale à avoir mis fin à ses liens avec une université israélienne.

En ce qui concerne le mouvement BDS, c'est un mouvement à l'échelle mondiale, pour la liberté, la justice et l'égalité, mais sous direction palestinienne. Israël a violé le droit international en occupant et colonisant Gaza et la Cisjordanie, ainsi que Jérusalem depuis 1967, tout en niant à des millions de réfugiés palestiniens leur droit au retour dans les villages et les villes d'où ils ont été ethniquement nettoyés en 1948, et en pratiquant la discrimination contre les citoyens palestiniens. Le mouvement BDS, qui s'inspire du mouvement anti-apartheid sud-africain du siècle dernier, vise à exercer une pression sur Israël pour qu'il mette fin à son système oppressif multi-formes et d'une telle durée – à savoir l'occupation, la colonisation et l'apartheid – afin de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

En l'absence de toute mesure sérieuse venant des organismes officiels de la communauté internationale, et je dois ajouter ici que nous en avons plus qu'assez de la rhétorique creuse qui nous mène nulle part alors qu'Israël est en pleine phase d'expansion et de construction de nouvelles colonies – faisant une fiction de la solution à deux États – la société civile palestinienne a décidé en 2005 de s'adresser aux syndicats, aux églises, aux établissements d'enseignement, aux institutions universitaires et culturelles et aux mouvements populaires à travers le monde, pour qu'ils traitent Israël de



la même manière qu'ils ont traité l'apartheid en Afrique du Sud, et ceci jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. Et je dois dire que cela fonctionne; BDS a un impact très sérieux sur Israël et sur le soutien international dont il dispose après de ses alliés.

**C.P:** Le mouvement BDS au niveau international semble maintenant entraîner de vives réactions, autant du gouvernement israélien que des lobbies pro-israéliens dans le monde entier. Comment expliquez-vous ce moment certainement très particulier ? Est-ce l'expression d'un rapport de force qui a changé ?

**H.E:** Permettez-moi de clarifier ce point. Quand nous, la société civile palestinienne, avons publié notre appel BDS en 2005, nous comptions sur les gens de conscience plutôt que sur les gouvernements et les entreprises complices. La plupart d'entre nous avons fait valoir qu'il fallait s'adresser aux gens ordinaires, qui achètent des produits dans les supermarchés, aux artistes, aux personnalités culturelles, universitaires, sportives etc... C'est-à-dire, à notre « communauté internationale » faite de la société civile, des églises, des fonds de pension, des municipalités, des clubs, des groupes de musique, des universités et autres. De nos jours, ceux-ci sont le moteur de la démocratie libérale et représentative. Ceci est l'une des principales leçons que nous avons tirées du mouvement anti-apartheid.

Il a fallu à la communauté internationale plus de 30 ans pour tenir compte de l'appel lancé par les représentants des Sud-Africains opprimés. Dans notre cas, il n'y a que 11 ans [que l'appel au BDS a été lancé] et le résultat est supérieur à ce que ce que nous avions prévu en 2005. Je pense que les lobbies pro-israéliens ont réalisé que nous nous dirigeons vers ce que nous appelons notre « moment sud-africain ». Je dirais que la campagne BDS a sans conteste donné de la force au peuple palestinien et a prouvé que « oui, nous pouvons! »

**C.P:** La radicalisation jouant dans les deux sens, peut-on dire que le gouvernement israélien a aujourd'hui atteint un sommet dans sa politique de répression et de dépossession du peuple palestinien?

**H.E:** Bien sûr, cela dépend de comment vous définissez la radicalisation. La radicalisation de l'opprimé est en effet nécessaire, dans le sens où elle met en évidence l'importance de décoloniser les esprits. Et cela fait partie de la pédagogie de l'opprimé, pour reprendre l'expression de [Paulo Freire](#).

Mais d'autre part, l'opresseur, les sionistes israéliens dans ce contexte, se sont « radicalisés » dans le sens fasciste du terme. Plus de 92% des Juifs israéliens ont soutenu la guerre contre Gaza en 2014, et plus de 52% d'entre eux soutiennent la discrimination contre les Palestiniens. Le gouvernement israélien actuel est le gouvernement le plus fasciste et d'extrême-droite dans l'histoire du pays. Mais il est important de rappeler que la majorité des Sud-Africains blancs au milieu des années 80 avaient voté pour le raciste et quasi-fasciste Parti national. Cela pourrait être l'heure la plus sombre avant l'aube. Et il ne faut pas oublier que je réponds à ces questions depuis Gaza assiégée, le plus grand camp de concentration sur terre, où Israël a mis en œuvre une politique que le courageux militant israélien Ilan Pappé qualifie de « génocide incrémental ».

**C.P:** En dehors de la Palestine, le mouvement est de plus en plus relayé dans les milieux universitaires et syndicaux, mais aussi à travers les institutions religieuses, les organisations culturelles, les municipalités pour n'en nommer quelques-uns. Pour vous, quelles sont les tâches prioritaires du mouvement de solidarité internationale à l'égard du mouvement BDS ?

**H.E:** Tout d'abord, nous sommes très clairs sur la difficulté du contexte. Il appartient à nos partenaires de décider de

leurs priorités en tenant compte de la sensibilité de leur environnement. Voilà précisément pourquoi nous avons passé beaucoup de temps à élaborer d'une façon très démocratique sur la définition de la normalisation et sur les lignes directrices du boycott.

Cela dit, permettez-moi de dire que nous et nos partenaires, et – de façon assez ironique – l'*establishment* au pouvoir en Israël, sommes arrivés à la conclusion que le BDS est la forme la plus importante et stratégique du soutien à notre lutte pour l'autodétermination, c'est-à-dire pour la fin de l'oppression israélienne sur notre peuple. À l'heure actuelle, face aux formes d'oppression sans précédent auxquelles nous sommes exposés – et j'ai à nouveau la bande de Gaza à l'esprit pendant que je réponds à vos questions – nous voulons que le monde isole le régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid, et le sanctionne.

Israël n'aurait pas lancé trois guerres massives et génocidaires en utilisant des avions F16 et F35, des bombes au phosphore, des armes interdites, le tout fabriqué en Occident, par des mains occidentales, s'il n'avait pas disposé du soutien financier et militaire des pays occidentaux complices. En plus de toutes leurs impressionnantes campagnes de boycott des produits israéliens et des institutions académiques et culturelles qui tirent profit de l'oppression du peuple palestinien, nos alliés et nos partenaires doivent se mobiliser encore plus pour imposer un embargo militaire sur Israël. Nous avons bien conscience que cela nécessite un surcroît de campagnes.

**C.P:** Le mouvement BDS peut-il finir par mettre économiquement en difficulté l'État sioniste? Est-ce l'un de ses objectifs ?

**H.E:** En fait, c'est ce qu'il a déjà commencé à faire. C'est ce que l'ONU, la Banque mondiale, entre autres experts disent. C'est un fait bien connu que l'économie israélienne est largement tributaire du commerce et de l'investissement

international. Donc, si vous ciblez les entreprises étrangères qui bénéficient des violations israéliennes du droit international comme le font les militants BDS qui ciblent les entreprises étrangères qui investissent dans l'apartheid, vous comprendrez pourquoi les entreprises internationales telles que la société irlandaise de matériaux de construction CRH, Véolia, Orange – entre autres – ont perdu des milliards de dollars et ont décidé de se désengager d'Israël à la suite des fortes campagnes de désinvestissement dont elles ont été la cible.

Selon un rapport des Nations Unies, la guerre à Gaza et la campagne BDS sont l'explication d'une forte diminution des investissements directs étrangers, qui ont dégringolé de 46% en 2014 par rapport à 2013.

Un autre rapport de la Banque mondiale fait état d'une baisse de 24% des importations palestiniennes en provenance d'Israël suite au boycott. Sans parler des rapports du gouvernement israélien et de la Rand Corporation qui ont prédit que le BDS pourrait coûter des milliards de dollars supplémentaires à l'économie israélienne. En outre, certaines grandes sociétés israéliennes sont entrées liquidation à cause d'un impact direct des campagnes de boycott qu'elles ont subies.

**C.P:** Pensez-vous que ce mouvement, né d'une initiative palestinienne, est désormais suffisamment enraciné dans la société palestinienne elle-même ?

**H.E:** C'est une question très délicate ! Notez que le mouvement BDS est une campagne mondiale sous la direction des Palestiniens. Il est la meilleure expression de solidarité avec le peuple palestinien opprimé, que ce soit dans les territoires occupés de 1967, ou pour les citoyens palestiniens d'Israël, ou pour les réfugiés. Nous, en Palestine occupée, sommes contraints de faire face à l'oppresseur. Personne ne peut entrer ou sortir de Gaza et de la Cisjordanie sans le consentement d'Israël !

Mais l'écrasante majorité des différents secteurs la société civile palestinienne, y compris les forces politiques, est représentée au Secrétariat du Comité national pour le Boycott. Cela signifie qu'il y a presque un consensus sur la nécessité de boycotter Israël. En tant qu'universitaire, je peux confirmer que presque toutes les universités palestiniennes, à une exception près, respectent les lignes directrices de la campagne BDS, en parfaite connaissance du rôle complice joué par toutes les institutions universitaires israéliennes dans le maintien du système israélien d'occupation, d'apartheid et de colonialisme. Mais, comme dans l'Afrique du Sud du siècle dernier, vous avez ceux qui veulent absolument une normalisation avec l'opresseur. Nous exerçons sur eux une pression morale, et tentons de dénoncer leurs projets de normalisation.

**C.P:** Le BDS semble avoir une dynamique en lui-même qu'il semble impossible, sur le long terme, de contenir. Mais n'y a-t-il pas un risque, étant donné que cela apparaît comme une sorte de « solution miracle », d'oublier d'autres terrains de lutte, comme le soutien aux prisonniers politiques palestiniens en Israël, ou la levée du siège de Gaza, pour n'en citer que quelques-uns ?

**H.E:** Il est impossible de séparer le BDS des autres stratégies de résistance populaire. Comme pour les Sud-Africains, la lutte palestinienne repose sur quatre piliers, y compris le soutien international sous la forme de la campagne BDS. Les autres formes de lutte populaire complètent le BDS qui vise principalement à isoler l'État israélien d'apartheid. Nous, dans le mouvement, avons combiné notre lutte locale avec la solidarité internationale.

Alors que je réponds à ces questions, nos militants BDS enregistrent une vidéo pour accueillir le Bateau des femmes pour Gaza qui vise à briser le siège. Je faisais moi-même partie du comité de pilotage international du [Freedom Gaza March](#) et il est pour nous tout à fait clair que la rupture du

siège ne peut être séparée du soutien à notre appel BDS.

Nous avons également reçu l'appui de tous les prisonniers politiques dont les dirigeants ont envoyé des messages de soutien à la Conférence nationale BDS tenue à Ramallah.

**C.P:** Revenons à la question des prisonniers palestiniens en Israël. La multiplication au cours des dernières années, de grèves de la faim collectives et individuelles, très longues et qui mettent en danger chaque fois la vie des grévistes, est-elle le reflet d'un tournant important dans le mouvement des prisonniers ?

**H.E:** Il y a eu des grèves de la faim auparavant, mais pas aussi fortes et déterminées que celles que nous voyons ces derniers temps. Bien sûr, vous mettez votre vie en danger lorsque vous vous lancez sur un tel objectif. Mais Mandela n'a-t-il pas sacrifié 27 ans de sa vie pour atteindre un noble objectif ? Bobby Sands n'a-t-il pas payé un prix très lourd dans sa lutte pour sa propre liberté et celle du peuple irlandais ? Ce que nos prisonniers ont à l'esprit – et remarquez que presque tous ceux qui sont entrés en grève de la faim sont des détenus administratifs, sans inculpation ni procès – est soit la liberté, soit une mort digne. Cela devient un élément d'un discours collectif en Palestine, et je dirais que c'est un tournant dans la lutte des prisonniers pour la dignité et la liberté.

**C.P:** Comment la société palestinienne à l'intérieur de la Palestine de 1948 ou dans la diaspora, soutient-elle aujourd'hui le mouvement BDS ?

**H.E:** L'un des pièges des Accords d'Oslo est qu'ils ont réussi temporairement et relativement à redéfinir le peuple palestinien en le limitant à ceux qui ne vivent que dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, en ignorant le droit au retour des deux tiers du peuple palestinien, soit 69% d'entre eux, qui sont des réfugiés. Un autre élément est représenté

par les Palestiniens de 1948 [résidant dans ce qui est appelé Israël aujourd'hui] qui sont traités comme des citoyens de troisième classe et exposés à un système discriminatoire et d'apartheid.

En fait, il y a plus de 50 lois fondamentales en Israël qui définissent l'État comme une entité basée sur un apartheid ethno-religieux.

Voilà pourquoi le BDS, en tant que mouvement fondé sur les droits, a pratiquement – à l'écart de toute rhétorique creuse – redéfini le peuple palestinien pour inclure la Diaspora et les Palestiniens de 1948. Les deux groupes jouent un rôle majeur dans la conduite des campagnes BDS, en les reliant à des luttes locales. Presque tous les partis politiques représentant les Palestiniens de 48 soutiennent le BDS et essaient de se conformer aux directives de la campagne de boycott, refusant de servir de *feuille de vigne* aux crimes d'Israël contre l'ensemble du peuple de Palestine. Et les Palestiniens de la Diaspora, après avoir été abandonnés par les accords d'Oslo, ont trouvé ce que l'un de mes camarades de BDS a appelé un « foyer ».

L'une des questions possibles est : pourquoi, dans le mouvement BDS, nous ne cautionnons pas une « solution politique » ? C'est parce que nous sommes un mouvement basé sur les droits et qui cherche à réaliser notre droit à l'autodétermination. Ces droits comprennent le Droit au Retour et l'égalité, en plus de la liberté. Notez que ces droits sont une combinaison des objectifs des luttes du peuple palestinien dans leurs trois inséparables composantes. Sur la base de cette compréhension, les Palestiniens de 48 et de la diaspora sont aujourd'hui très actifs dans le mouvement.



\* **Haiddar Eid** est écrivain et professeur de littérature postcoloniale à l'université Al-Aqsa à Gaza, après avoir enseigné dans plusieurs universités à l'étranger. Vétéran dans le mouvement des droits nationaux palestiniens, c'est un commentateur politique indépendant, auteur de nombreux articles sur la situation en Palestine.

3 octobre 2016 – Propos recueillis par [Chronique de Palestine](#)  
– [Version originale](#)